



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

BEKNOPT VERSLAG

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

mercredi

26-10-2005

Matin

woensdag

26-10-2005

Voormiddag

SOMMAIRE

Question de Mme Muriel Gerken au ministre de 1
l'Environnement et ministre des Pensions sur "la
mention du logo du sp.a sur le site web qui
présente les cellules stratégiques Pensions et
Environnement" (n° 8300)

Orateurs: **Muriel Gerken, Bruno Tobback**,
ministre de l'Environnement et ministre des
Pensions

Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de 2
l'Environnement et ministre des Pensions sur "les
dossiers administratifs de l'Office National des
Pensions auprès du tribunal du travail" (n° 8384)

Orateurs: **Hilde Vautmans, Bruno Tobback**,
ministre de l'Environnement et ministre des
Pensions

Question de Mme Annemie Turtelboom au 3
ministre de l'Environnement et ministre des
Pensions sur "l'ONSSAPL" (n° 8635)

Orateurs: **Annemie Turtelboom, Bruno
Tobback**, ministre de l'Environnement et
ministre des Pensions

INHOUD

Vraag van mevrouw Muriel Gerken aan de 1
minister van Leefmilieu en minister van
Pensioenen over "de vermelding van het sp.a-logo
op de website waarop de beleidscellen
Pensioenen en Leefmilieu worden voorgesteld"
(nr. 8300)

Sprekers: **Muriel Gerken, Bruno Tobback**,
minister van Leefmilieu en minister van
Pensioenen

Vraag van mevrouw Hilde Vautmans aan de 2
minister van Leefmilieu en minister van
Pensioenen over "de administratieve dossiers van
de Rijksdienst voor Pensioenen bij de
arbeidsrechtbank" (nr. 8384)

Sprekers: **Hilde Vautmans, Bruno Tobback**,
minister van Leefmilieu en minister van
Pensioenen

Vraag van mevrouw Annemie Turtelboom aan de 3
minister van Leefmilieu en minister van
Pensioenen over "RSZPPO" (nr. 8635)

Sprekers: **Annemie Turtelboom, Bruno
Tobback**, minister van Leefmilieu en minister
van Pensioenen

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

du

MERCREDI 26 OCTOBRE 2005

Matin

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

van

WOENSDAG 26 OKTOBER 2005

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 10 par M. Hans Bonte, président.

01 Question de Mme Muriel Gerkens au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "la mention du logo du sp.a sur le site web qui présente les cellules stratégiques Pensions et Environnement" (n° 8300)

01.01 **Muriel Gerkens** (ECOLO): La page d'accueil de votre site brunotoback.be affiche les coordonnées des cellules politiques des SPF Pensions et Environnement, accompagnées du logo du sp.a et de liens vers votre parti politique et sa section provinciale. Cette présentation est de nature à induire la confusion auprès des internautes.

Faut-il considérer le nom de domaine brunotoback.be comme votre site personnel ? Si oui, comment expliquez-vous que des données référant aux SPF Pensions et Environnement y figurent ? Faut-il considérer le nom de domaine brunotoback.be comme votre site officiel en tant que ministre ? Si oui, pensez-vous que les critères de la loi électorale sont respectés dans la mesure où un parti politique est mentionné ? Envisagez-vous de rectifier cette situation ?

01.02 **Bruno Tobback**, ministre (*en français*) : Le nom de domaine brunotoback.be n'est pas mon site personnel. Le fait qu'y figurent des données du SPF qui ressortit à mes compétences ne pose, à mon avis, aucun problème.

En outre, le site respecte les instructions de la Commission de contrôle des dépenses électorales du 18 juillet 2002. On n'y trouve qu'une seule photo

De vergadering wordt geopend om 10.10 uur door de heer Hans Bonte, voorzitter.

01 Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de vermelding van het sp.a-logo op de website waarop de beleidscellen Pensioenen en Leefmilieu worden voorgesteld" (nr. 8300)

01.01 **Muriel Gerkens** (ECOLO): De homepage van uw webstek brunotoback.be vermeldt de gegevens van de beleidscellen van de FOD Pensioenen en Leefmilieu, vergezeld van het logo van de sp.a en van links naar uw politieke partij en haar provinciale afdeling. Dit kan bij internetgebruikers tot verwarring leiden.

Moet de domeinnaam brunotoback.be als uw eigen webstek beschouwd worden? Zo ja, hoe verklaart u dat hij verwijzingen naar de FOD Pensioenen en Leefmilieu bevat? Moet de domeinnaam brunotoback.be als uw officiële webstek als minister worden beschouwd? Zo ja, bent u van mening dat de criteria van de kieswet in acht worden genomen vermits een politieke partij wordt vermeld? Bent u van plan die anomalie recht te zetten?

01.02 **Minister Bruno Tobback** (*Frans*): De domeinnaam brunotoback.be verwijst niet naar mijn persoonlijke site. Het feit dat er gegevens op staan van de FOD die onder mijn bevoegdheid valt, kan volgens mij geen probleem zijn.

Bovendien voldoet de site aan de instructies van de controlecommissie betreffende de verkiezingsuitgaven van 18 juli 2002. Er staat

de ma personne. La politique que je mène en tant que ministre y est présentée d'une manière neutre et non orientée vers la promotion de mon image personnelle. Il offre un aperçu bref et objectif de mes attributions et comprend également une présentation des collaborateurs de ma cellule. Je ne m'y exprime jamais sur des matières qui ne ressortissent pas à mes attributions.

Comme les instructions le prescrivent, des liens peuvent être créés vers d'autres sites. Le fait qu'il s'agisse, en l'occurrence, non de sites financés sur mes moyens personnels mais bien appartenant au sp.a ne contrevient, à mon avis, pas aux instructions.

En outre, ces sites s'ouvrent dans une nouvelle fenêtre et ne sont donc pas intégrés dans mon propre site officiel.

Il n'est pas interdit d'afficher son appartenance à un parti politique ni de faire figurer un lien vers le parti politique.

Si la Commission de contrôle ne l'estimait pas conforme au règlement, je me conformerais à ce dernier. Ce que j'ai, me semble-t-il, toujours fait jusqu'à présent.

01.03 Muriel Gerkens (ECOLO) : D'autres sites disposent également de liens mais pas présentés de la même manière.

L'aménagement de votre site fait apparaître le logo de votre parti de manière prioritaire. Même si on est membre d'une famille politique, on est avant tout membre du gouvernement, dont on porte la politique.

Je n'ai pas été plus loin mais j'avais envie de vous entendre à ce propos.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "les dossiers administratifs de l'Office National des Pensions auprès du tribunal du travail" (n° 8384)

02.01 Hilde Vautmans (VLD) : Dans le cadre des procédures devant le tribunal du travail, l'Office national des pensions (ONP) se fait représenter depuis quelques années déjà par un collaborateur administratif. Le fait que le monopole des avocats soit ainsi rompu ne pose pas de problème à mes yeux. Par contre, le fait que l'ONP ne fournisse pas directement les pièces à la partie adverse mais les

seulement une photo de moi-même. Mon comportement en tant que ministre est neutre et ne sert pas à promouvoir mon image. Le site offre un bref et objectif aperçu de mes attributions et comprend également une présentation des collaborateurs de mon service. Je ne m'exprime jamais sur des matières qui ne relèvent pas de mes attributions.

Conformément aux instructions, des liens peuvent être créés vers d'autres sites. Le fait qu'il s'agisse, en l'occurrence, non de sites financés sur mes moyens personnels mais bien appartenant au sp.a ne contrevient, à mon avis, pas aux instructions.

En outre, ces sites s'ouvrent dans une nouvelle fenêtre et ne sont donc pas intégrés dans mon propre site officiel.

Il n'est pas interdit d'afficher son appartenance à un parti politique ni de faire figurer un lien vers le parti politique.

Si la Commission de contrôle ne l'estimait pas conforme au règlement, je me conformerais à ce dernier. Ce que j'ai, me semble-t-il, toujours fait jusqu'à présent.

01.03 Muriel Gerkens (ECOLO) : D'autres sites disposent également de liens mais pas présentés de la même manière.

L'aménagement de votre site fait apparaître le logo de votre parti de manière prioritaire. Même si on est membre d'une famille politique, on est avant tout membre du gouvernement, dont on porte la politique.

Je n'ai pas été plus loin mais j'avais envie de vous entendre à ce propos.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Hilde Vautmans aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de administratieve dossiers van de Rijksdienst voor Pensioenen bij de arbeidsrechtbank" (nr. 8384)

02.01 Hilde Vautmans (VLD) : Bij een procedure voor de arbeidsrechtbank stuurt de Rijksdienst voor Pensioenen (RVP) al enkele jaren een administratief medewerker. Dat zo het pleitmonopolie van de advocatuur wordt doorbroken, is voor mij geen probleem. Wel een probleem is dat de RVP de stukken niet rechtstreeks aan de tegenpartij bezorgt, maar ze gewoon bij de griffie afgeeft. Ik

dépose simplement au greffe pose un problème. vind dat betreurenswaardig.
 Cette situation est déplorable.

Le ministre est-il informé de cette pratique ? Se rend-il compte que la frustration qu'elle implique est susceptible de raviver le débat sur le monopole de plaidoirie ? Pourquoi cette méthode est-elle utilisée ? Le ministre veillera-t-il à ce que les copies des documents soient immédiatement transmises à la partie adverse ?

02.02 Bruno Tobback, ministre (*en néerlandais*) : Je comprends les frustrations éventuelles nées de la perte du monopole de plaidoirie mais la représentation de l'ONP devant le tribunal est absolument légale en vertu de la loi du 12 août 2000.

L'ONP dépose comme il se doit l'ensemble du dossier inventorié au greffe. Les copies ne sont pas automatiquement fournies à la partie adverse, mais peuvent l'être sur simple demande de celle-ci. La partie adverse ne doit donc nullement se rendre au greffe pour obtenir les pièces.

02.03 Hilde Vautmans (VLD) : La transmission des pièces ne pourrait-elle être automatique ? Mme Turtelboom et moi-même avons déposé une résolution à ce sujet.

02.04 Bruno Tobback, ministre (*en néerlandais*) : Idéalement, les dossiers sont transmis automatiquement à la partie adverse. Mon expérience au barreau m'a toutefois appris que les dossiers sont le plus souvent demandés en envoyant une petite lettre à la partie adverse. Ne compliquons pas inutilement la procédure. Poser la question est déjà suffisant.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Annemie Turtelboom au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "l'ONSSAPL" (n° 8635)

03.01 Annemie Turtelboom (VLD) : Deux pools pour le personnel statutaire coexistent au sein de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSSAPL). Le rapport annuel 2005 révèle à présent que l'écart entre les taux de cotisation se creuse toujours plus : les membres du pool 1 ont payé un taux de cotisation de 27,5 % alors que pour ceux du pool 2, le taux était de 29,5 %. Le deuxième pool connaît par ailleurs un déficit de 121 370 800 euros.

Pourquoi l'écart entre les cotisations s'est-il creusé

Is de minister op de hoogte van deze werkwijze? Beseft hij dat onderhuidse frustratie hierover het debat over het pleitmonopolie weer kan aanwakkeren? Waarom verkiest men deze werkwijze? Zal de minister ervoor zorgen dat de kopieën van de documenten rechtstreeks aan de tegenpartij worden bezorgd?

02.02 Minister Bruno Tobback (*Nederlands*): Ik heb begrip voor eventuele frustraties over het verlies van het pleitmonopolie, maar de vertegenwoordiging van de RVP bij de rechtbank is perfect legaal volgens de wet van 12 augustus 2000.

De RVP legt zijn dossiers gebundeld en geïnventariseerd neer ter griffie, zoals het hoort. Kopieën worden niet automatisch aan de tegenpartij bezorgd, maar wel na een eenvoudig verzoek. De tegenpartij hoeft dus helemaal niet naar de griffie voor de stukken.

02.03 Hilde Vautmans (VLD): Kan daar geen automatisme van worden gemaakt? Mevrouw Turtelboom en ik hebben daarover een resolutie ingediend.

02.04 Minister Bruno Tobback (*Nederlands*): Idealiter worden dossiers automatisch doorgestuurd naar de tegenpartij. Door mijn ervaring in de advocatuur weet ik echter dat het daar gangbaar is om dossiers op te vragen door een briefje te sturen naar de tegenpartij. Laten we de zaken niet nutteloos ingewikkeld maken. Gewoon de vraag stellen volstaat al.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Annemie Turtelboom aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "RSZPPO" (nr. 8635)

03.01 Annemie Turtelboom (VLD): Binnen de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten (RSZPPO) bestaan er twee pools voor het vastbenoemde personeel. Uit het jaarverslag voor 2005 blijkt nu dat de bijdragepercentages uiteen groeien: in pool 1 betaalde men 27,5 procent aan bijdragen en in pool 2 29,5 procent. In die tweede pool is er daarenboven een tekort van 121 370 800 euro.

Waarom zijn de bijdragen zo uiteengegroeid?

ainsi ? Des moyens du Fonds d'égalisation ont-ils été engagés pour réduire l'écart entre les taux ? Le déficit dans le pool 2 se résorbe-t-il ? Combien de temps cette situation pourra-t-elle se maintenir ?

03.02 Bruno Tobback, ministre (*en néerlandais*) : La divergence croissante entre les pourcentages de contribution des deux pools constitue une conséquence logique du fait qu'ils ont un historique totalement différent, qu'ils se trouvent dans une situation différente et qu'ils ont donc des besoins de financement différents. Le pool 1 n'a simplement pas besoin d'un pourcentage de contribution majoré pour rester sain, contrairement au pool 2. Les pourcentages de contribution suivent simplement l'évolution des besoins.

Le Fonds d'égalisation existe, mais n'a pas encore été sollicité à ce jour, parce que des études sont actuellement en cours en vue de déterminer ce qu'il adviendrait des deux pools en cas de globalisation des données de pension passées et actuelles. Plusieurs études sont menées par l'ONSSAPL, parfois en collaboration avec l'administration des Pensions.

Ce retard résulte notamment d'une certaine confusion découlant de la réforme des polices. Les polices communales comportaient en effet une grande part de statutaires.

Le Fonds d'égalisation n'a pas pour but de remédier à un déficit à court terme dans un des pools. Il ne sera mis à contribution que quand nous aurons dressé l'inventaire des besoins spécifiques des pools sur l'ensemble d'une décennie. Cela devra se faire pour les deux pools, car tous deux alimentent le fonds. Quand cet inventaire aura été réalisé, l'apurement du déficit de 121 millions d'euros grâce au fonds d'égalisation pourra devenir une priorité.

03.03 Annemie Turtelboom (VLD) : Il ressort clairement du rapport annuel de l'ONSSAPL que le Fonds d'égalisation ne suffira pas à éponger les déficits pendant dix années supplémentaires. Une simple approximation montre que le fonds sera déjà vide si le déficit du pool 2 est apuré après trois ans.

Il est bon qu'on se penche actuellement sur la question de savoir comment on payera les pensions à court et à moyen terme. Peut-on continuer à accorder des pensions de statutaires à des contractuels qui font partie du personnel définitif mais n'ont pas payé les cotisations nécessaires ? Cette question est devenue incontournable. Notre commission devrait peut-être consacrer une journée à ce dossier.

Werden er middelen uit het Egalisatiefonds ingezet om de percentages meer op elkaar af te stemmen? Wordt het tekort in pool 2 aangezuiverd? Hoelang is deze situatie nog houdbaar?

03.02 Minister Bruno Tobback (*Nederlands*): Dat de bijdragepercentages van beide pools uit elkaar groeien is een logisch gevolg van het feit dat ze een volledig verschillende historische achtergrond hebben, zich in een andere situatie bevinden en dus andere financieringsnoden hebben. Pool 1 heeft gewoon geen verhoogd bijdrage percentage nodig om gezond te blijven, pool 2 wel. De bijdragepercentages volgen gewoon de evolutie van de noden.

Het Egalisatiefonds bestaat, maar werd totnogtoe niet aangesproken, omdat er momenteel studies worden uitgevoerd over waar het met beide pools naartoe gaat als men alle pensioengegevens uit heden en verleden bijeenlegt. Verscheidene studies worden gedaan door de RSZPPO, al dan niet in samenwerking met de administratie van de Pensioenen.

Een van de redenen voor de vertraging is de onduidelijkheid na de politiehervorming. Er werkten immers grote groepen statutairen in de gemeentepolitie.

Het Egalisatiefonds dient niet om een kortetermijndeficit in één pool weg te werken. Het zal alleen worden ingezet als de specifieke noden van de pools over een heel decennium in kaart zullen zijn gebracht. Dat moet voor beide pools gebeuren, want beide storten middelen in dat fonds. Als dat gebeurd is, dan kan het aanzuiveren van het tekort van 121 miljoen euro vanuit het Egalisatiefonds een prioriteit zijn.

03.03 Annemie Turtelboom (VLD): Het blijkt duidelijk uit het jaarverslag van de RSZPPO dat het Egalisatiefonds niet zal volstaan om nog tien jaar tekorten op te vangen. Zelfs een ruwe berekening wijst uit dat het fonds al leeg zou zijn als na drie jaar het tekort in pool 2 zou worden aangezuiverd.

Het is goed dat de betaalbaarheid van de pensioenen op korte en middellange termijn momenteel bestudeerd wordt. Blijft het wel haalbaar om contractuelen die vastbenoemd worden, een statutair pensioen te geven zonder dat ze daar bijdragen voor hebben betaald? Dat is een vraag die we niet lang meer uit de weg kunnen gaan. Misschien moet onze commissie eens een dag wijden aan deze problematiek.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

La discussion des questions se termine à 10 h 30.

De bespreking van de vragen eindigt om 10.30 uur.